

## **Le gouvernement tente de récupérer l'argent emprunté qu'il a imprudemment distribué — 10 milliards de dollars et ce n'est pas fini...!**

**Rod Taylor**

**Chef, PHC Canada**

En matière de dépenses et de comptabilité laxiste, le gouvernement libéral de Mark Carney et de l'ancien Premier Ministre Justin Trudeau remporte la palme. Le problème, c'est qu'ils veulent le beurre et l'argent du beurre : ils le distribuent, le réclament et le reprennent ! En décembre, on a appris que l'Agence du revenu du Canada (ARC) s'efforçait de récupérer près de 10 milliards de dollars<sup>1</sup> versés à des personnes non admissibles pendant la pandémie de COVID-19. Il s'avère qu'il est non seulement plus avantageux de donner que de recevoir, mais aussi beaucoup plus facile.

La majeure partie des 84 milliards de dollars distribués en prestations liées à la COVID-19 – qu'ils aient été versés à des personnes méritantes ou à des fraudeurs – a déjà été dépensée. La plupart des Canadiens n'ont pas des milliers de dollars d'économies à mettre de côté pour les imprévus fiscaux. Nombreux sont ceux qui ont légitimement demandé des prestations pendant la pandémie et qui en avaient réellement besoin pour payer leurs factures. Quant à ceux qui ont frauduleusement demandé ces aides, ils ne s'attendaient probablement pas à devoir les rembourser. Ils ont sans doute supposé qu'un gouvernement aussi incompetent, inefficace et malhonnête que celui de Justin Trudeau, englué dans les scandales, ne se rendrait jamais compte qu'ils avaient été dupés. Or, il semble que – du moins dans certains cas – la vérité les ait rattrapés, et l'Agence du revenu du Canada (ARC) exige maintenant le remboursement de l'argent gaspillé sans scrupules par les amis du Premier Ministre et qui a fini dans de mauvaises poches.

Et c'est bien normal. La fraude ne doit jamais être récompensée. Ceux qui ont lu et compris les critères d'admissibilité, qui ont découvert qu'ils n'y étaient pas admissibles mais qui ont tout de même fait une demande en espérant que les agents du gouvernement ne s'en apercevraient pas, sont coupables de fraude et doivent rembourser l'argent. Mais plus important encore, le gouvernement lui-même doit assumer la responsabilité de sa mauvaise gestion, non seulement des précieux deniers publics, mais aussi des sommes empruntées et gonflées que les contribuables futurs devront déboursier.

Les 84 milliards de dollars distribués directement aux Canadiens par le biais de divers fonds censés « atténuer la pauvreté et la souffrance » ont aussi servi à détourner l'attention de la population des conséquences désastreuses, pour l'économie canadienne, des mesures insensées et coercitives prises par les gouvernements fédéral et provinciaux en réponse à la COVID-19. Si les citoyens souffraient, si les entreprises fermaient et si les gouvernements étaient dysfonctionnels, c'était à cause de l'application absurde et non scientifique des mesures de distanciation sociale et du port du masque obligatoire, des restrictions sur la taille des rassemblements, de la mise en quarantaine de personnes en bonne santé et du marquage ridicule des rayons des supermarchés. Certaines entreprises ont reçu l'ordre de fermer, d'autres ont dû cesser leurs activités faute de pouvoir atteindre le seuil de rentabilité face à ces mesures répressives excessives.

Les fonds ont été distribués dans le cadre des programmes suivants:

- Prestation canadienne d'urgence (PCU)
- Prestation canadienne de relance économique (destinée à aider les personnes non admissibles à l'assurance-emploi)
- Prestation canadienne de relance pour les aidants naturels (PCRAN)
- Prestation canadienne de maladie pour la récupération
- Prestation canadienne de confinement pour les travailleurs
- Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants

Il est avéré que, parmi d'autres types de demandes frauduleuses, une partie des fonds a été versée à 221 320 personnes qui recevaient déjà des prestations d'assurance-emploi.

Au cours de cet examen et de cette tentative de récupération des fonds indûment distribués, on a découvert que même certains employés du gouvernement étaient impliqués. L'Agence du revenu du Canada (ARC) a congédié 330 de ses propres employés pour leurs demandes de PCU « inappropriées. » Voilà à qui nous sommes censés confier nos déclarations de revenus et nos impôts !

Et bien sûr, les députés ont reçu leur plein salaire pendant cette période honteuse de confinements coercitifs et de dépenses publiques excessives et inflationnistes ! En fait, ils se sont octroyé une augmentation substantielle chaque année pendant la pandémie de COVID-19. Le salaire de base d'un député d'arrière-ban est maintenant de 209 800 \$. Il augmentera encore le 1er avril. Le Premier Ministre reçoit actuellement 419 600 \$ directement des contribuables.<sup>2</sup> Qui sait à quel point ses actifs à Brookfield prennent de la valeur ?

Il serait bon que l'ARC commence à récupérer l'argent qu'elle a indûment versé à ceux qui sont à l'origine de ce désastre. Alors que la dette du Canada a explosé, ceux qui ont abusé de leur pouvoir se sont enrichis comme des petits pains. La dette fédérale du Canada s'élève aujourd'hui à 1 286 milliards de dollars et notre gouvernement y ajoute environ 109 millions de dollars chaque jour. Les intérêts sur cette dette<sup>3</sup> nous coûtent 150,5 millions de dollars quotidiennement.

Le PHC du Canada promeut une politique de budgets équilibrés obligatoires. Le gouvernement devrait CESSER d'utiliser l'argent du contribuable et commencer à rembourser la dette. Si vous êtes d'accord, joignez-vous à nous : [www.chp.ca/fr](http://www.chp.ca/fr).

## **Notes de bas de page**

<sup>1</sup> [torontosun.com/news/national/cra-attempting-to-recover-10-billion-in-bogus-covid-benefit-payouts](https://torontosun.com/news/national/cra-attempting-to-recover-10-billion-in-bogus-covid-benefit-payouts)

<sup>2</sup> [www.narcity.com/mark-carney-pierre-poilievre-mp-salary-canada-2025](https://www.narcity.com/mark-carney-pierre-poilievre-mp-salary-canada-2025)

<sup>3</sup> [thehub.ca/2025/11/07/canadians-will-pay-more-interest-national-debt-federal-funds-carney-budget-health-care-child-care/](https://thehub.ca/2025/11/07/canadians-will-pay-more-interest-national-debt-federal-funds-carney-budget-health-care-child-care/)

---

**Parti de l'Héritage Chrétien du Canada**

[chp.ca/fr/accueil](http://chp.ca/fr/accueil) • [NationalOffice@chp.ca](mailto:NationalOffice@chp.ca) • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.